

POLITIQUE SUR L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS À LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE

1- Objet

La présente politique établit les orientations générales encadrant l'utilisation des technologies de l'information et des communications à la Commission scolaire De La Jonquière. Elle porte principalement sur les points suivants :

1.1 le rôle de la Commission scolaire et des différents intervenants;

1.2 la protection des renseignements personnels;

1.3 le respect du droit d'auteur.

2- Fondements législatifs

La présente politique sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications à la Commission scolaire s'appuie sur les règlements, les politiques et les conventions collectives en vigueur à la Commission scolaire De La Jonquière et sur les dispositions législatives prescrites dans :

- la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — L.R.Q., c. A-2.1;
- la Loi sur le droit d'auteur — L.R.C., c. C-42;
- la Charte des droits et libertés de la personne — L.R.Q., c. C-12;
- le Code civil du Québec— L.R.Q. 1991, C-64;
- le Code criminel — L.R.C. 1985, c. C-46.



3- Champs d'application

Cette politique s'adresse aux membres du personnel et aux élèves de la Commission scolaire De La Jonquière et à celles et ceux qui, peu importe leur statut, utilisent le réseau de la Commission scolaire pour accéder aux nombreux outils, actuels et futurs, disponibles par les moyens des technologies de l'information et des communications.

4- Définitions

4.1 Clavardage

Activité permettant à un internaute d'avoir une conversation écrite, interactive et en temps réel avec d'autres internautes, par clavier interposé.

4.2 Courriel

Service de correspondance sous forme d'échange de messages, à travers un réseau de téléinformatique.

4.3 Équipement

Ensemble du matériel et des logiciels nécessaires pour mener à bien une activité informatique, notamment les micro-ordinateurs, les périphériques, le système d'exploitation et les logiciels d'application installés.

4.4 Éthique

Ensemble des principes moraux régissant le comportement des internautes dans les réseaux de téléinformatique.

4.5 Forum de discussion, groupe de discussion

Regroupement d'internautes qui utilisent Internet pour échanger en différé des propos sur un sujet commun.

4.6 Internet

Réseau informatique mondial constitué d'un ensemble de réseaux nationaux, régionaux et privés, qui sont reliés par le protocole de communication *TCP-IP* et qui coopèrent dans le but d'offrir une interface unique à leurs utilisateurs.

4.7 Intranet

Réseau de téléinformatique privé qui utilise les protocoles de communication et les technologies d'Internet.

4.8 Renseignement nominatif ou personnel

Renseignement qui concerne une personne physique et qui, associé avec un autre renseignement, permet de l'identifier, notamment l'âge, le sexe, l'adresse personnelle, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale, une photographie.

4.9 Site Internet

Lieu où se trouve implanté un hôte Internet et qui est identifié par une adresse Internet.

4.10 Technologies de l'information et des communications

Ensemble du matériel, des logiciels et des services de la Commission scolaire utilisés pour la collecte, le traitement et la transmission de l'information.

4.11 Télécharger

Opération qui consiste soit à transférer des données ou des programmes stockés dans un ordinateur local vers un ordinateur distant à travers un réseau, soit à transférer des données ou des programmes stockés dans un micro-ordinateur vers un ordinateur central.

4.12 Télédécharger

Opération qui consiste soit à transférer des données ou des programmes stockés dans un ordinateur distant vers un ordinateur local à travers un réseau, soit à transférer des données ou des programmes stockés dans un ordinateur central vers un micro-ordinateur.

4.13 Virus

Instruction ou suite d'instructions parasites introduites dans un programme et susceptibles d'entraîner diverses perturbations dans le fonctionnement de l'ordinateur.

5- Objectifs

5.1 Objectif général

Doter la Commission scolaire d'un cadre de référence pour l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les membres du personnel, par les élèves et par d'autres utilisateurs potentiels.

5.2 Objectifs spécifiques

- 5.2.1 Assurer dans le déploiement et l'utilisation des technologies de l'information et des communications le respect des obligations légales applicables à tout échange ou toute utilisation d'informations
- 5.2.2 Définir les éléments d'éthique essentiels à l'utilisation des technologies de l'information et des communications à la Commission scolaire De La Jonquière.
- 5.2.3 Assurer dans l'utilisation des technologies de l'information et des communications la sécurité du réseau informatique de la Commission scolaire De La Jonquière.
- 5.2.4 Préciser le rôle et la responsabilité des différents intervenants de la Commission scolaire De La Jonquière à l'égard de l'utilisation des technologies de l'information et des communications.

6- Principes directeurs

Dans le cadre de cette politique, la Commission scolaire De La Jonquière retient les principes directeurs suivants :

6.1 Le respect de sa mission

- agir en fonction des services à rendre aux élèves;
- pratiquer une gestion transparente par l'information, la consultation et la concertation;
- confier des pouvoirs à divers intervenants responsables.

6.2 L'utilisation pertinente, éthique, sécuritaire et responsable des technologies de l'information et des communications.

7- Rôles et responsabilités des intervenants

7.1 La Commission scolaire

7.1.1 La Commission scolaire reconnaît l'importance pour les membres de son personnel et pour ses élèves d'avoir accès à ses ressources informatiques, à ses équipements et à son réseau de télécommunication.

Par conséquent, elle leur accorde cet accès pour la réalisation d'activités d'enseignement, d'apprentissage, de recherche, de gestion, d'administration et de service à la collectivité reliées à la réalisation de la mission de la Commission scolaire.

7.1.2 La Commission scolaire doit veiller à ce que ses équipements et son réseau de télécommunication servent aux fins administratives et pédagogiques auxquelles ils sont dédiés.

7.1.3 La Commission scolaire s'engage à doter son réseau de télécommunication des mesures de protection adéquates.

7.1.4 La Commission scolaire fait la promotion auprès des membres du personnel et des élèves de sa politique d'utilisation des technologies de l'information et des communications, laquelle prévoit des règles et des lignes directrices.

7.1.5 La Commission scolaire doit s'assurer que, lors de l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins pédagogiques et administratives, les renseignements nominatifs concernant les membres du personnel, les élèves et les parents soient protégés.

7.1.6 La Commission scolaire se dote d'un site Internet et d'un site intranet pour véhiculer son information.

- 7.1.7 La Commission scolaire encourage les centres et les écoles à créer leur propre site Internet. Pour ce faire, elle veille à ce que chaque établissement nomme une ou un responsable du site, informe la Commission scolaire de son projet et valide la conformité du développement du site auprès des Services du secrétariat général et des Services de l'informatique.
- 7.1.8 La Commission scolaire doit héberger le site Internet des centres et des écoles et doit s'assurer qu'il corresponde à la mission éducative et aux règles en vigueur à la Commission scolaire et qu'il ne déroge pas à la présente politique.
- 7.1.9 La Commission scolaire se réserve le droit, à titre de propriétaire et de gestionnaire de ses serveurs et de ses appareils, d'accéder à ses postes informatiques, de les surveiller au besoin, d'en récupérer le contenu, de le lire ou de le dévoiler et de retirer l'accès à ses serveurs et à ses appareils dans les circonstances suivantes :
- lorsqu'il y a obligation de sauvegarder ses droits légitimes;
 - lorsqu'il y a lieu de croire de façon raisonnable à une utilisation illicite, au sens de la présente politique, du réseau de télécommunication;
 - lorsqu'il est raisonnable de croire qu'une utilisatrice ou un utilisateur a commis ou est sur le point de commettre un acte qui pourrait endommager directement ou indirectement les appareils, les logiciels, les systèmes ou les infrastructures de la Commission scolaire;
 - lorsqu'une utilisatrice ou un utilisateur quitte ou s'absente de la Commission scolaire et qu'on ne peut prévoir la date de son retour.
- 7.1.10 La Commission scolaire estime que l'utilisation du réseau de télécommunication est un avantage et non un droit. Elle peut, lorsqu'une ou un employé, une ou un élève contrevient à la présente politique, prendre certaines dispositions selon la gravité de la faute commise. Ces dispositions peuvent être la suspension ou la suppression du privilège d'accès à Internet, incluant le courriel et l'intranet. Elles peuvent aussi prendre la forme de mesures administratives ou disciplinaires.

Ces mesures pourront s'appliquer notamment dans le cas d'activités prohibées telles :

- donner accès au réseau informatique de la Commission scolaire à un tiers;
- donner accès aux équipements de la Commission scolaire à un tiers sans l'autorisation du gestionnaire de l'établissement ou du service;
- permettre l'utilisation par un tiers de son code d'utilisateur ou de son mot de passe, de même que divulguer ou utiliser le code d'utilisateur ou le mot de passe d'une autre personne;
- diffuser, sans le consentement des personnes concernées, des renseignements personnels ou des renseignements nominatifs sous forme de renseignements écrits, de photographies individuelles, de photographies de petits groupes où les personnes sont identifiables ou d'autres documents visuels montrant les personnes dans des activités permettant de les identifier de façon nominative;
- utiliser à des fins personnelles le logo de la Commission scolaire ou d'un établissement;
- associer le nom de la Commission scolaire ou d'un établissement à des propos personnels;
- expédier, dans le cadre des activités quotidiennes de gestion de la Commission scolaire, de l'information jugée non pertinente au sens de la présente politique;
- utiliser, consulter, télécharger, transmettre ou distribuer du matériel obscène et de la pornographie adulte ou juvénile, de l'information ou des images de nature haineuse, violente, indécente, pornographique, raciste ou de quelque manière illégale ou incompatible avec la mission éducative de la Commission scolaire;
- télécharger un ou des logiciels provenant d'un site Internet, sans le consentement du titulaire du droit d'auteur, conformément aux dispositions des articles 9.1 et 9.2 de la présente politique et sans l'autorisation requise;
- procéder à des activités visant à modifier, à rendre inopérant ou à détruire l'équipement de la Commission scolaire ou à porter atteinte à l'intégrité des données d'autres utilisateurs ou d'autres organismes;

- installer un ou des logiciels, peu importe leur provenance, sans obtenir l'autorisation de la Direction des services de l'informatique.

7.2 L'établissement

L'établissement doit veiller à ce que l'utilisation des technologies de l'information et des communications respecte les finalités pédagogiques de la mission éducative de la Commission scolaire. Il doit s'assurer que les élèves utilisent les technologies de l'information et des communications avec le maximum d'encadrement.

- 7.2.1 L'établissement requiert des membres du personnel une attestation qu'ils ont pris connaissance de la présente politique et voit à ce que les élèves soient informés des éléments de cette politique qui les concernent.
- 7.2.2 L'établissement doit s'assurer que l'accès aux locaux et aux équipements informatiques soit contrôlé et que, lorsque des élèves utilisent les technologies de l'information et des communications, une surveillance appropriée y soit effectuée.
- 7.2.3 L'établissement qui décide de créer son site Internet doit nommer une ou un responsable du site, informer la Commission scolaire de son projet et valider la conformité du développement du site auprès des Services du secrétariat général et des Services de l'informatique.
- 7.2.4 L'établissement doit veiller à ce que l'information qui est véhiculée dans le site Internet corresponde aux valeurs et à la mission de la Commission scolaire et aux dispositions de la présente politique.
- 7.2.5 L'établissement doit s'assurer que la cueillette, la détention, l'utilisation et la communication des renseignements personnels transmis par le réseau de télécommunication soient conformes aux prescriptions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et garantissent la protection de la vie privée.
- 7.2.6 L'établissement doit informer les parents des éléments de la présente politique qui les concernent et solliciter leur collaboration pour son application.

7.3 Les membres du personnel

- 7.3.1 Les membres du personnel des écoles, des centres et des services attestent qu'ils ont pris connaissance de la présente politique.
- 7.3.2 Les membres du personnel utilisent les technologies de l'information et des communications dans le cadre de leurs activités professionnelles. Lors de la navigation dans Internet, de l'utilisation de l'intranet et du courrier électronique, lors de participation à des groupes de discussion ou de clavardage, les membres du personnel ne doivent, en aucun cas, consulter des sites, échanger de la correspondance ou participer à des discussions contenant des images ou des messages discriminatoires, offensants, obscènes ou racistes.
- 7.3.3 Les membres du personnel doivent, dans le cadre des activités pédagogiques qui impliquent l'utilisation des technologies de l'information et des communications, informer les élèves des éléments de la présente politique qui les concernent. Ils doivent également les sensibiliser aux enjeux relatifs à la protection de leur vie privée et à celle de leurs parents lorsqu'ils naviguent dans Internet, lorsqu'ils utilisent le courrier électronique ou lorsqu'ils participent à des séances de clavardage.
- 7.3.4 Les membres du personnel collaborent aux mesures de protection mises en place par la Commission scolaire pour assurer la sécurité, l'intégrité et la protection du réseau de télécommunication de la Commission scolaire et des données qui y transitent. Ils doivent notamment rapporter tout problème relatif à la sécurité du réseau, tels la présence de virus ou la connaissance d'une action de piratage, à la direction de l'établissement ou de l'unité administrative, laquelle en fera part aux Services de l'informatique de la Commission scolaire.

7.4 L'élève

- 7.4.1 L'élève utilise les technologies de l'information et des communications dans le cadre des différentes activités d'apprentissage mises en place par l'établissement.
- 7.4.2 L'élève atteste qu'il a pris connaissance des éléments de la présente politique qui le concernent.

8. La protection des renseignements personnels

- 8.1 La Commission scolaire est régie par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, laquelle s'applique à l'utilisation des technologies de l'information et des communications. En l'occurrence, les renseignements nominatifs sur les membres du personnel, les élèves et les parents détenus par les centres, les écoles et les services ne peuvent être divulgués sans la permission de la personne concernée et, dans le cas d'un élève mineur, sans le consentement du titulaire de l'autorité parentale, sauf dans les situations où il existe une entente avec la Commission d'accès à l'information.
- 8.2 Nonobstant la mise en place de mesures de protection sur son réseau de télécommunication, la Commission scolaire ne peut offrir aucune garantie sur la confidentialité des informations qui y sont véhiculées. Ainsi, toute communication, qu'elle soit personnelle ou non, créée, transmise, reçue ou mémorisée sur le réseau de télécommunication de la Commission scolaire risque d'être lue par quelqu'un d'autre que le destinataire. La discrétion qui doit gouverner les activités professionnelles des intervenantes et des intervenants s'applique intégralement à l'utilisation des TIC.

9. Le respect du droit d'auteur

- 9.1 L'utilisation des technologies de l'information et des communications ne peut se soustraire à l'application de la Loi sur le droit d'auteur, laquelle accorde des droits exclusifs au créateur d'une œuvre ou au titulaire du droit d'auteur d'une œuvre.
- 9.2 Les différentes ententes entre le ministère de l'Éducation du Québec et les Sociétés de gestion du droit d'auteur ne s'appliquent pas à l'utilisation de notre réseau de télécommunication.

En conséquence, il est interdit, lors de la création d'un site Internet ou d'un site intranet, de reproduire une œuvre importée d'un autre site Internet, à moins qu'un avis dans le site consulté n'autorise explicitement une telle utilisation.

De la même manière, il est interdit de reproduire sans autorisation une œuvre, peu importe son support, protégée par le droit d'auteur et de la mettre en circulation dans Internet ou dans l'intranet.

10. ADOPTION

La présente politique a été adoptée lors de la séance ordinaire du Conseil des commissaires tenue le 18 juin 2002, en vertu de la résolution CC/2002-06-18/250.

11. Entrée en vigueur

La présente politique entre en vigueur le jour de son adoption par le Conseil des commissaires.

12. Répondant

Le secrétaire général assure l'application et le respect de la présente politique.

2009-05-20